

Consultation publique relative à **la tarification des réseaux d'initiative publique.**

Manche Numérique considère que la mise en place de recommandations fortes pour la tarification des offres de gros des réseaux d'initiative publique est indispensable pour rendre plus homogène la commercialisation vis-à-vis des opérateurs. Par ailleurs, il est essentiel que les offres de détail soient les mêmes en zone d'initiative privée et en zone d'initiative publique. Les citoyens comprendraient mal que les tarifs varient entre zones urbaines et zones rurales.

Cette réflexion doit satisfaire deux objectifs :

- Un objectif de long terme qui doit permettre aux collectivités de rentabiliser leurs investissements, investissements partagés par prise pour un montant de 400€ à couvrir grâce à la commercialisation, mais aussi la part subvention pour permettre à la collectivité dans la durée de réinvestir. En effet, seule la première tranche des réseaux est actuellement financée et la prolongation des financements de l'état pour atteindre la complétude des déploiements dans les territoires n'est donc pas acquise.
- Un objectif de court terme, face à un intérêt très relatif des Ocen à commercialiser les prises des Réseaux d'Initiative Publique, les collectivités et leurs délégataires vont le plus souvent devoir travailler avec de « petits opérateurs » qui achèteront des prises en location passive, mais le plus souvent active. Le niveau de tarification est donc particulièrement important au lancement de la commercialisation, pour atteindre un taux de pénétration qui provoquera l'arrivée des Ocen, qui achèteront le plus souvent en co-financement.

Trois remarques principales se font jour à la lecture des propositions de l'Arcep :

- Les offres de co-financement devront évoluer dans le temps en fonction du taux de pénétration atteint, mais aussi de la manière dont les coûts liés à l'utilisation des infrastructures tierces pèseront sur l'économie des réseaux d'initiative publique, en particulier l'offre IBLO dont les perspectives sont pour le moins inquiétantes. Il en est de même pour l'utilisation des supports aériens, réseau téléphonique d'Orange et réseau électrique. La définition du statut de zone fibrée devrait permettre d'aborder ces sujets avec tous les partenaires.
- Les offres de location passive et surtout activée nous paraissent trop élevées, y compris en phase de démarrage. En effet, elles doivent être comparables aux offres faites sur l'Adsl, sinon un taux de pénétration fibre important sera plus difficile à atteindre. Par ailleurs, intégrer le raccordement dans les offres activées ne nous paraît pas justifié. Ce serait rendre cette offre inopérante et casser la commercialisation sur les réseaux d'initiative publique quand les Ocen sont absents.
- Ces offres pourront être ajustées en phase de démarrage, et la proposition de l'Arcep est intéressante. Cependant, la durée de deux ans peut poser problème. Le critère principal est le taux de pénétration, il serait donc préférable que la durée soit supprimée et que le curseur qui permette de jouer sur les tarifs soit le taux de pénétration. Un taux de 25 à 30 % nous semble le bon niveau. En deçà, les tarifs peuvent être ajustés. La modulation de 10 % nous semble insuffisante, elle devrait pouvoir être portée à 20 %.